

le mineur marxiste léniniste

JANV 75 0,20F

bulletin des mineurs du
parti communiste révolutionnaire (ml)

N° 1

A L'OFFENSIVE DANS LES MINES !

42 morts à la fosse 3 de Liévin le vendredi 27 décembre. 42 travailleurs enlevés à leur famille parce que les Houillères par souci de rentabilité refusent de consentir les investissements nécessaires à la sécurité, parce que le rythme de travail, et la forme de salaire au rendement imposés aux mineurs interdisent de fait de remplir les conditions de sécurité élémentaires. Dans cette situation la mort des 42 mineurs à Liévin n'a rien d'accidentel ou de fatal comme le ressassait la presse pourrie de la bourgeoisie au lendemain du coup de grisou. C'est les Houillères et le système capitaliste qui sont responsables :

HOUILLERES ASSASSINS, CAPITAL ASSASSIN.

Aujourd'hui les représentants du gouvernement de la bourgeoisie, les Chirac, Segard et autres, ont un peu modifié leur argumentation allant même jusqu'à promettre : «...la lumière sera faite sur l'affaire ; si les règlements de sécurité n'avaient pas été appliqués, il faudrait en trouver les responsabilités et en tirer les conséquences. Si les règlements avaient été appliqués mais qu'ils étaient mal adaptés, il faudrait les changer et les revoir avec tous ceux qui sont concernés : mineurs, techniciens, cadres et médecins». Derrière ce langage inhabituel se cache en fait la volonté des responsables gouvernementaux, directement gérants des Houillères de prévenir la colère des mineurs, de camoufler leurs responsabilités dans l'assassinat des 42 mineurs, en sacrifiant à un niveau quelconque un bouc émissaire.

Prévenir la colère des mineurs, c'est le souci de la bourgeoisie, c'est ce qu'elle cherche à éviter par les messages de condoléances hypocrites et répétés de Giscard et Chirac, par la mise sur pied d'une commission d'enquête dirigée par le juge Pascal, qui peut bénéficier d'un préjugé favorable auprès des mineurs.

Piètres manœuvres, d'expérience les mineurs ne font pas confiance à la bourgeoisie quand il s'agit d'enquêter sur la sécurité. La commission populaire d'enquête qui se met sur pied à Liévin, a déjà pu établir grâce aux témoignages des mineurs, certains faits révélateurs. Pourquoi aujourd'hui dans certaines fosses, remet-on en état les staffanels ? Pourquoi pose-t-on actuellement des rampes d'arrosage contre la poussière dans ces puits ? Ne serait-ce pas parce que ces conditions de sécurité élémentaires étaient bafouées lors du travail quotidien dans ces puits ? Et n'est-ce pas parce que la situation à la fosse 3 était similaire qu'il y a eu un coup de poussier ? Pourquoi le ventilateur de la galerie 72, galerie désaffectée a-t-il été démonté 15 jours auparavant, laissant le grisou s'accumuler ?

Autant de questions qui n'accablent pas seulement tel ou tel responsable intermédiaire de la mine, mais tout le système d'exploitation capitaliste qui sévit dans cette entreprise nationalisée.

Aujourd'hui, les mineurs réclament la vérité sur la mort de leurs camarades, mais ils réclament aussi autre chose : la fin de cette exploitation éhontée qu'ils subissent depuis que la mine existe.

Il y a 30 ans, les «socialistes» et le P«C»F étaient alors au gouvernement, la bourgeoisie développait largement les mines pour redresser l'économie détruite durant la guerre : pour le mineur cela a signifié l'instauration du salaire au rendement, l'accroissement des maladies du travail (silicose), et des accidents. Il y a quinze ans, parce que le pétrole des pays producteurs était payé à bas prix concurrençant constamment le charbon, la bourgeoisie entamait un plan de liquidation des Houillères. Pour de nombreux mineurs cela signifiait le chômage, tandis que pour ceux qui restaient cela signifiait rythme de travail accentué, et risques d'accidents augmentés assortis d'un chantage aux licenciements permanent. Aujourd'hui, après les succès légitimes remportés par les pays producteurs de pétrole, la bourgeoisie ralenti le rythme prévu à la récession ; cette réouverture des puits, des tailles abandonnées parce qu'à l'époque jugées peu rentables se fait encore une fois au détriment de la sécurité pour les travailleurs.

Tout cela démontre les incohérences de la politique énergétique de l'impérialisme français ; tout cela démontre que pour les travailleurs, il n'y a pas d'autre espoir d'une amélioration durable de leurs conditions de vie et de travail, que de balayer le vieux monde, le système d'exploitation capitaliste, de renverser la bourgeoisie et d'instaurer un pouvoir nouveau, le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Cela, ce à quoi aspirent largement tous les travailleurs, c'est tout le contraire de ce que propose la gauche, P«C»F et PS. Les faux communistes du P«C»F ont prouvé après la mort des 42 mineurs qu'ils ne se soucient nullement d'organiser la riposte à cet assassinat, ils laissent les mineurs qui veulent lutter désarmés et sans perspectives. Ils attaquent ceux qui dénoncent les Houillères en disant que cela risque de freiner l'embauche en faisant fuir des candidats, que cela sert d'argument à la bourgeoisie pour fermer les Houillères.

Qui s'étonnerait de leur refus d'engager la lutte ? Ce sont les plus fervents défenseurs des Houillères parce que c'est une entreprise nationalisée ! Ils ne proposent nullement dans leur Programme Commun de remettre en cause la situation actuelle dans les mines. Rien de tout cela ! Le P«C»F l'a dit clairement à son dernier congrès : l'heure n'est pas au socialisme !

Dans leur combat contre la bourgeoisie, les mineurs et tous les travailleurs sauront écarter de leur chemin ces traîtres à la classe ouvrière et à ses intérêts, et engager fermement la lutte pour faire aboutir leurs aspirations à une société radicalement nouvelle, au socialisme.

2 Première réunion de la Commission Populaire d'enquête sur la Sécurité

Samedi 5 après-midi, se tenait dans un café de Liévin la réunion de création de la commission populaire d'enquête. Très vite 60 personnes vont se retrouver dans la salle. Une vingtaine de mineurs sont là, graves, ils sont venus pour parler. L'un d'eux arrivé bien avant l'heure explique : «Moi, je n'ai plus d'épaule, j'ai eu une fracture ouverte. Et ma main ne s'ouvrait plus. J'ai dû faire de la rééducation pendant deux ans et demi. Tout ça c'est arrivé parce qu'il n'y avait pas de sécurité au fond, et aujourd'hui c'est encore pire. C'est pour cela que je suis là».

Des femmes de mineurs aussi, des ouvriers d'entreprises de la région, des jeunes, car comme le dira un membre de la commission : «il n'y a pas un travailleur sur Liévin qui n'ait dans sa famille un tué, un blessé, un silicosé».

Un médecin de la région ouvre la réunion en rappelant les différentes catastrophes dans les mines ; il explique que si le nombre des mineurs diminue, le nombre d'accidents n'en continue pas moins d'augmenter. Il rappelle aussi qu'à chaque accident les différentes commissions n'aboutissent pas, que la bourgeoisie finit toujours par étouffer l'affaire. Il conclut : «Les commissions d'enquête sont composées d'experts qui ont appris dans les livres ce qu'est la mine. Seuls les mineurs qui travaillent au fond peuvent comprendre exactement ce qui s'est passé à Liévin, ce qu'est la sécurité dans les mines, ce qu'il faut faire. Il faut le dire et c'est le travail que nous voulons faire».

La discussion s'engage alors sur les points précis touchant la sécurité à la fosse 3. Les gaziers n'avaient pas détecté de grisou, mais combien étaient-ils ? Pouvaient-ils faire correctement leur tâche ? Pourquoi les mineurs ne peuvent-ils pas disposer de grisoumètres ? On passera ensuite au problème de la prévention d'un coup de poussière. Le chaulage avait-il été fait ? Les staffanels ont-ils fonctionné ? Etaient-ils entretenus ? Sur tous ces points les mineurs, dont plusieurs de la fosse 3, vont s'exprimer tour à tour avec force, apportant chacun des éléments précis qui seront discutés par tous. Cette riche discussion permettra au camarade dirigeant la réunion d'avancer : «D'après les éléments recueillis, il semblerait que l'on ait commencé le travail sans que la sécurité ait été appliquée. Que tous se prononcent sur cette question». Un mineur dira notamment : «C'est la vérité, en plus on avait enlevé le ventilateur de la galerie 72 à la 3 parce que c'était pressant pour la 4». Très vite la discussion qui suivra fera apparaître deux questions : celle de savoir si les mesures de sécurité prévues par les Houillères sont correctement appliquées et celle de savoir si celles-ci sont en elles-mêmes suffisantes. La suite de la discussion dénoncera le salaire au rendement comme une des causes principales des accidents. Un mineur dira : «Aujourd'hui, ce qu'il faut c'est que les mineurs arrêtent de chercher à faire leur production à tout prix. Il faut dire la vérité. Maintenant que c'est arrivé au 3, c'est arrivé, mais il faut se défendre

pour après, pour plus que ça se reproduise». Un camarade du Parti interviendra alors, développant ce point et montrera comment cette question de la sécurité et du salaire au rendement en pose une autre, celle de savoir qui fixe les objectifs de production, qui a le pouvoir. Il montrera ensuite avec exemples à l'appui, que les Houillères sont une entreprise capitaliste, contrecarrant l'idée divulguée par les révisionnistes selon laquelle «Les Houillères c'est les mineurs puisque c'est nationalisé». Les mineurs présents suivront avec une grande attention cette intervention. Le camarade dirigeant la réunion proposera alors de continuer les témoignages sur la fosse 3 de Liévin, mais aussi d'élargir l'enquête aux autres puits de façon à ce que cette enquête devienne une arme aux mains des mineurs dans leur lutte pour la sécurité. «Oui, c'est bien» «Tout le monde est d'accord là-dessus» affirmeront les mineurs. L'un d'eux s'adressant à ses camarades dira : «il faut que les mineurs prennent conscience de ce qu'ils peuvent risquer. Prenez conscience de vous-même; prenez votre propre initiative question sécurité. Essayer d'avoir des grisoumètres. Qu'on mesure la densité nous-mêmes, parce que si nous ne le faisons pas nous-mêmes, ce n'est pas les ingénieurs qui le feront pour nous».

A la fin de la réunion, un manifeste sera adopté et salué par de très vifs

applaudissements. En voici quelques extraits : «Les mineurs, les ouvriers, les personnes réunies ici ce soir, décident de créer une commission populaire d'enquête afin de faire connaître la vérité sur la catastrophe de Liévin fosse 3, ainsi que sur les conditions de sécurité dans les puits. Cette commission prend l'engagement de publier et de diffuser largement les premiers éléments recueillis et de tenir à jour un cahier de témoignages des mineurs afin de permettre la publication d'un bulletin qui sortira régulièrement afin d'être diffusé largement (...) Mineurs, femmes de mineurs, filles et fils de mineurs, syndicalistes ouvriers, retraités, jeunes, lycéens : il faut se mobiliser pour crier la vérité et empêcher que d'autres camarades soient conduits à la mort. C'est les masses populaires qui trouveront la vérité».

Déjà, de nombreux liens étaient tissés avec les mineurs et leurs familles avant cette réunion. Telle famille distribuait tracts et journaux sur son coron, tel mineur faisait signer des pétitions à ses camarades, telle ménagère en confiait aux commerçants qu'elle connaît pour qu'ils les fassent signer à leurs clients, mais en sortant de la réunion tous emporteront tracts et pétitions, s'engageant à élargir encore la mobilisation.

Près d'un millier de signatures sont déjà recueillies.



Les mineurs prendront eux-mêmes l'enquête en mains

La pétition de la commission populaire d'enquête

Voici le texte de la pétition signée par plus de 1000 personnes à Liévin, dont 250 de la fosse 4 de Liévin et 140 de la fosse 7 d'Avion :

Il est nécessaire de la faire signer au plan national par l'ensemble de la corporation minière dans la mesure où elle affirme le refus de la politique d'exploitation d'ensemble de ce trust capitaliste d'état (les renvoyer à l'adresse indiquée).

29 mineurs tués en 1972, 39 tués en 1973, plus de 70 en 1974 dans la mine.

Tous les jours, de nombreux silicosés meurent.

UN SEUL RESPONSABLE, L'ETAT PATRON, LES HOUILLERES, qui imposent le rendement, la production, et qui se moquent éperdument de la sécurité, de la santé du mineur.

NOUS REFUSONS :

- la logique du profit.
- les salaires de misère.
- le salaire au rendement.

NOUS IMPOSERONS :

- le maintien des puits AVEC UNE SECURITE REELLE
- des logements décents entretenus par les Houillères.

une médecine au service des mineurs et de leur famille

NOUS IMPOSERONS TOUTE LA VERITE SUR «L'ACCIDENT» DE LIEVIN, SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS TOUS LES PUIITS.

Commission d'enquête sur la sécurité du travail.

Correspondance :

Martine Barroso

G 6 Résidence Bollencourt

62800 LIEVIN

à montceau: LA SOLIDARITE S'ORGANISE

A Montceau-les-Mines, dès que la mort des 42 mineurs de Liévin a été connue, le cercle marxiste-léniniste de mineurs du Parti s'est réuni. Le cercle a aussitôt commencé une collecte de soutien aux familles des victimes. Il a distribué un tract dénonçant le manque de sécurité dans les mines, en rappelant qu'à Montceau-les-Mines ou à Liévin, au fond de la mine, en France, c'est partout la même chose : tous les jours, chaque mineur risque de mourir à cause de la gestion des Houillères, à cause du capitalisme.

Corr. Montceau-les-Mines.



LA MAIN DANS LE SAC

Farouchement anti-communiste, le petit syndicat CFTC des mineurs ne rate jamais une occasion de voler au secours des Houillères. Qu'on en juge : à Lens, quelques responsables départementaux de ce syndicat jaune, interrogés sur le chômage dans la région déclarent : « Il n'y a pas de chômage, mais c'est seulement le nombre de demandeurs d'emplois qui grandit ». Et pour eux, la cause en réside dans la « démographie importante » dans le bassin minier. Ces catholiques réactionnaires seraient-ils favorables à la pilule ?

Quant à ce qu'ils appellent « l'accident de Liévin », ceux-ci estiment que « le rendement n'a rien à voir là-dedans », ils n'en veulent pour preuve que le fait que « l'accident » se soit produit non pas dans une taille en service, mais dans un chantier en préparation où les mineurs sont « des vieux qui ne travaillent guère... » de plus, « ils étaient en train de casser la croute ».

Interrogés également par leurs délégués de base qui leur demandent les consignes pour la journée de mardi, ils répondent tout net : « demain c'est une journée de deuil, et c'est tout !... Bien sûr les gars ne sont pas obligés d'y aller ».

C'est d'ailleurs la CFTC qui a insisté pour que l'enterrement ait lieu mardi, veille du 1er janvier et non lundi comme initialement prévu. Ce syndicat jaune tenait absolument à ce que le lendemain de l'enterrement soit férié pour éviter un possible déclenchement de grève !

L'ACTIVITE DU PARTI SUR LES PUIITS

Nos camarades de Liévin, Béthune, Roubaix... sont intervenus plusieurs fois sur les différents puits de la région. Au départ pour diffuser le numéro spécial de Front Rouge qui a été favorablement commenté au fond. A la fosse 4 de Lens, nous avons proposé plusieurs revendications, déjà élaborées avec des mineurs. En particulier la suppression du salaire au rendement et le salaire minimum à 2000 F. Nous installons des panneaux à même le sol près de la sortie du carreau de la mine. Sortant qui à pied, qui en mobylette, les mineurs les lisent, se groupent devant. Un camarade prend alors la parole et explique ce que nous comptons faire. Il demande leur avis aux mineurs tant en groupe qu'individuellement sur les points que nous avançons. Aussitôt des discussions s'engagent. Ce travail permettra que le lendemain, alors que nous proposons la Commission Populaire d'Enquête, un vif intérêt se manifeste à nos propositions, matérialisé par 240 signatures à l'appel.

Un garde essaiera de s'interposer: « Je vais vous envoyer la CGT ».

Mais des discussions vont également s'engager avec des délégués CGT. De nombreux travailleurs approuvent notre intervention.

Au puits 7 d'Avion lors de la seconde intervention, des camarades prennent la parole devant les mineurs qui attendent leur car et également dans un car qui, à l'arrêt, attend ses derniers passagers. Ils expliquent la nécessité de faire la vérité sur la fosse 3 et de mener la lutte pour la sécurité. Les mineurs ne signeront pas massivement la pétition ce jour là, ils écoutent et lisent le tract, avec beaucoup d'attention. Le lendemain à la sortie du même puits, les mineurs font la queue pour signer. La même chose se produira aux autres puits ainsi que sur le marché de Bruay, dimanche matin, où beaucoup de mineurs viennent discuter avec nous, disant: « On a déjà signé à la mine ». Localement la confiance dans notre Parti et ses propositions se renforce !

Provocations révisionnistes contre le Parti

JEUDI 3 AU MATIN

A 5 heures, à l'entrée de la fosse 13/18 de Sallaumines, nous diffusons notre presse, ainsi qu'un tract appelant à réunir une commission populaire d'enquête. Les mineurs nous réservent un bon accueil. Un délégué révisionniste CGT essaie alors d'empêcher les mineurs de prendre notre presse, il s'interpose, chaque fois qu'un mineur discute avec nous. Ne réussissant pas dans sa besogne, il vocifère : « **Faites attention, ici ça ne va pas se passer comme au 4 de Lens, je vais aller chercher les mineurs** ». Il reviendra peu après... mais seul !

VENDREDI 4 A MIDI

Au même puits, nous intervenons à nouveau. Cette fois, une dizaine d'éléments se réclamant de la CGT, et certains du P«C»F essaient d'empêcher la diffusion. Ils font rentrer directement les cars à l'intérieur des Houillères, alors que la veille, les chauffeurs s'arrêtaient pour prendre des paquets de tracts. Ils injurient nos camarades, les traitant « d'alcooliques », de « drogués ». Leur polémique vole très bas : « **retournez en Chine** ». Alors que nos camarades les questionnent sur le rôle des révisionnistes en 44-47, leur seule réponse est « **tu n'étais pas né** »... Puis ils en viennent aux mains, repoussant nos camarades à plusieurs reprises. A un camarade ouvrier qui explique qu'il travaille dans une usine de caoutchouc, ils rétorquent « **retourne dans ton caoufchouc** », montrant par là ce que signifie chez eux l'idée de solidarité ouvrière.

SAMEDI 5 A MIDI

Nous nous préparons à nouveau à intervenir sur ce puits. Les révisionnistes ont bien fait les choses, quelques énergumènes nous attendent à l'entrée, et l'un d'eux exhibe une barre de fer. Ils s'entretiennent amicalement, en bons garde-chiourmes des mineurs, avec un gardien des Houillères, alors qu'une voiture de RG circule devant la mine. Nous retrouvons aussi notre délégué CFTC en guetteur dans un coron des alentours... Pourtant, la triple alliance des révisionnistes, de la CFTC et des policiers, au nom sans doute de « l'Union du Peuple de France », ne saurait empêcher le travail du Parti. Déjà, nous intervenons sur les corons où des contacts sont pris avec des mineurs du 13/18.

La hargne des révisionnistes est un aveu de faiblesse. D'une part, ils ont coupés des mineurs, comme le montre la réflexion d'un mineur du 13/18 à leur égard : « **ces gens-là, ce sont des petits communistes** », comme le montre aussi le fait qu'à un puits les mineurs se mettent à lire attentivement Front Rouge alors qu'un délégué révisionniste s'égosille : « **ils ne sont pas du PCF, ce sont des diviseurs** ». D'autre part, les révisionnistes ont à faire face à des contradictions dans leurs rangs. Comme en témoigne, par exemple cette famille du P«C»F rencontrée dans le coron, qui a largement discuté de nos positions, et a pris une dizaine de Front Rouge pour les faire circuler elle-même, demandant à discuter

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom
Prénom
Adresse
Profession

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18

LA POLITIQUE ENERGETIQUE DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Comment le ralentissement, limité, de la récession de la production charbonnière, aujourd'hui, s'inscrit dans la politique d'ensemble de la bourgeoisie française concernant les Houillères, avec toutes ses conséquences néfastes pour les travailleurs?

● Le développement de la production charbonnière au lendemain de la Libération:

- Nationalisée à la Libération par la bourgeoisie avec la caution des ministres du P«C»F, l'industrie houillère a constitué à partir de 1946 la base énergétique du développement économique de l'après-guerre. Dès la Libération les ministres du P«C»F faisaient trimer les mineurs au nom : de la «bataille pour la production».

Jusqu'en 1958, le charbon concourrait pour plus des 3/4 dans la consommation énergétique française, la production nationale assurant 75 à 80% des besoins en combustibles solides alors qu'aujourd'hui, la part du charbon dans la consommation énergétique est tombée à moins du quart.

De 47,5 millions de tonnes en 1945, la production de charbon a crû régulièrement jusqu'en 1958, atteignant près de 60 millions de tonnes. Cette augmentation considérable s'est accompagnée de 120 000 suppressions d'emplois, car dans le même temps, le rendement par homme passait de 933 kg à 1750 kg.

● La récession:

- Mais, à partir de 1958, la bourgeoisie commence à parler de «crise charbonnière», sous prétexte que les stocks augmentent sur le carreau des mines. En fait, dès la fin des années 50, par l'intermédiaire de la C.E.C.A. (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier), la France commence à importer du charbon allemand et américain, souvent supérieur en qualité et donc jugé plus rentable pour les capitalistes de l'industrie. En fait, aussi, la politique énergétique de la France change, la bourgeoisie sacrifie le charbon au pétrole, confiant son approvisionnement aux compagnies du cartel, en profitant des prix extrêmement bas imposés à l'achat aux pays producteurs.

C'est pourquoi, en 1960, le ministre Jeanneney établit un plan de récession des Houillères qui ramène l'objectif en 1965 à 50 millions de tonnes au lieu de 60-63 millions de tonnes prévues par le III^e plan.

La bourgeoisie qui continue de recourir à l'exploitation du charbon met en avant l'argument du déficit croissant des

Houillères. En réalité ce déficit est préfabriqué: les grandes sociétés capitalistes bénéficient de la part des Houillères, de **tarifs préférentiels**. C'est ainsi que le charbon, indispensable pour la production de coke, donc d'acier, est vendu par les Charbonnages de France aux trusts sidérurgiques, à un prix très inférieur aux cours mondiaux du charbon.

Avec de tels arguments, la bourgeoisie française tout en accroissant considérablement la part du pétrole dans les sources d'énergie utilisées par la France veut organiser une plus grande rentabilisation capitaliste des mines.

Les premières luttes ouvrières engagées contre la fermeture des puits ont lieu à Decazeville en 1961. Puis, en 1963 éclate une grande grève nationale, qui débouche sur un accord prévoyant une récession plus lente que celle du plan Jeanneney. En fait cet accord ne sera pas respecté. De 1958 à 1973, les effectifs des mineurs sont ramenés de 230 000 à 92 600, soit 140 000 suppression d'emplois.

Tandis que, pour les mineurs employés, le travail est encore largement intensifié, le rendement par homme passant de 1750 kg en 58 à 2860 en 73. Les Houillères développent alors l'embauche des mineurs marocains sous contrat limité, pour réduire les frais de formation et de salaire et pouvoir les licencier à moyen terme.

Dans le même temps, le salaire qui était encore au lendemain de la Libération un des plus élevés par rapport à l'ensemble de la classe ouvrière est devenu un des plus bas (citons l'exemple parmi d'autres de ce mineur électrique classe 5, ayant 32 ans de travail au fond et payé à l'heure actuelle 1.420 F/mois). Durant cette période, les accidents et maladies mortelles n'ont cessé d'augmenter.

● Une relance limitée:

- En septembre 74, le gouvernement a adopté un plan prévoyant un ralentissement de la récession des Houillères, une relance partielle.

En effet, aujourd'hui, le prix du fuel est en hausse, conséquence directe de la hausse des prix du pétrole. Les pays producteurs sont entrés en lutte pour la récupération de leurs richesses nationales pour en tirer un plus juste prix, et tirant prétexte de cela, les compagnies pétrolières ont répercuté les hausses dans des proportions sans rapport avec les hausses à la production, comme l'a rappelé un rapport parlementaire voici quelques mois. Après avoir pendant longtemps mené la bataille contre le charbon dans le but de conquérir le marché, les grandes compagnies

pétrolières cherchent aujourd'hui à augmenter leurs profits et à disposer de capitaux suffisants leur permettant de réaliser des investissements nouveaux (recherche de nouveaux gisements) et de diversifier leurs activités, conscientes qu'elles sont que les réserves de pétrole ne sont pas non plus inépuisables.

Une étude de la CFDT a montré que le prix de revient de la thermie-fuel est de 3,30 centimes, et celui de la thermie charbon de 2,80 centimes. Pour ces raisons, le charbon devient compétitif par rapport au pétrole.

D'autant plus qu'il apparait que le développement de l'énergie nucléaire ne permettra pas de répondre suffisamment rapidement dans les prochaines années aux besoins croissants de l'économie, en énergie.

Le plan de septembre 74 ramène les objectifs pour 1978 de 17 millions de tonnes à 21 ou 22 millions de tonnes et ceux pour 1980 de 13,5 millions de tonnes à 20 millions de tonnes. La fermeture des bassins du Nord et du Centre-Midi sera retardée. En fait la production doit être assurée en grande partie par les gisements de la Lorraine (10 millions de tonnes jusqu'en 1980), sans d'ailleurs que la fermeture du puits prévue dans ce bassin soit remise en cause. On l'a vu avec Fauquemont. La fermeture du puits de Forschwiller est toujours prévue pour 1977 et celle du puits de La Houve pour 1980; la production doit se faire à partir des 3 puits de Merlebach, Wendel et Simon, jugés plus productifs, et **dont les conditions d'exploitation sont meilleures d'après les experts des Houillères et où pourtant le taux d'accident est le plus fort du bassin!**

De même dans le bassin du Nord l'activité se concentre de plus en plus autour du puits de Lens, Oignies, Douai, Valenciennes. Des circuits d'autocars drainent vers ces puits des milliers de travailleurs dont les conditions de vie se dégradent de plus en plus.

Afin de tirer de l'extraction du charbon, le profit maximum possible, on pratique un «écrémage» systématique des gisements exploités: on n'exploite que les veines très riches en charbon où la proportion de «stériles» est faible, en s'arrêtant souvent lorsque l'on tombe sur une faille dans la veine et en creusant ailleurs là où cela demande le minimum d'investissements. En fait, par cette méthode, dans la mesure où lorsque l'on creuse une veine, on remblaye en provoquant des effondrements en arrière du front de taille, on rend l'exploitation future du reste du gisement très dangereuse.

En fait le ralentissement de la récession des Houillères se fait au prix d'une exploitation accrue des mineurs, par le biais de l'intensification du travail, de l'absence de sécurité, des conditions de transport, de logement de plus en plus difficiles. (car les Houillères économisent aussi sur les logements qui ne sont plus entretenus).

souscrivez pour
un quotidien communiste
pour septembre 75

1 An : 250F
6 Mois : 150F

3 Mois : 80F
1 Mois : 30F

CCP Front Rouge 31.191.14 La Source
Abonnement à envoyer à Front Rouge
BP 161 75864-Paris Cedex 18